Intervention de Michel LE ROC'H

Secrétaire de l'UD Cgt-FORCE OUVRIERE de Loire-Atlantique

Au CCN du 27 et 28 mai 2021

Mes camarades,

Cela n'échappe maintenant à personne, les élections présidentielles approchent et le parti présidentiel est à la manœuvre. La stratégie de Macron se concentre sur un duel entre lui et Marine Le Pen au deuxième tour de l'élection présidentielle avec pour objectif de poursuivre le train des « contre-réformes » engagées depuis 2017 et contre lesquelles nous nous battons.

Dans ces conditions, nous devrions faire preuve d'un peu de prudence. La confédération soutient les actions revendicatives des fédérations, Unions départementales et syndicats. Elle les soutient bien souvent face au gouvernement et au patronat. C'est là notre place. Oui nous devons condamner avec toute la vigueur qui est la nôtre l'assassinat des policiers, oui nous devons soutenir les revendications de nos camarades de la police républicaine Force Ouvrière, en termes d'augmentation de traitement, de création de postes ou d'amélioration des conditions de travail, mais ce qui s'est passé le 19 mai dernier, avec la marche citoyenne, ce n'est pas tout à fait cela.

Certes, le communiqué de la confédération a condamné les tentatives de récupération ou d'instrumentalisation. Mais la « marche citoyenne » du 19 mai dernier porte en elle cette récupération et instrumentalisation politique. « Marcher » aux côtés du ministre Darmanin, du préfet Lallement et de presque toutes les forces politiques, c'est déjà en soit contraire à toutes nos traditions d'indépendance. Réclamer un droit de regard pour les policiers sur le suivi des peines judiciaires, c'est une orientation politique qui touche au principe de séparation des pouvoirs et donc la République. Et ce n'est pas étonnant. Darmanin rêve d'avancer dans la mise en place d'un état autoritaire, totalitaire pour reprendre le terme souvent utilisé par nos aînés.

L'audace de Darmanin le conduit même aujourd'hui à porter plainte pour « délit d'opinion » contre une élue parce qu'elle aurait exprimé une position différente de la sienne. Je n'ai aucune sympathie particulière pour cette élue, mais je suis attaché à la liberté d'expression qui est un fondement de la démocratie.

Camarades,

Sans liberté d'expression, pas de démocratie, pas même de syndicats libres. Le même Darmanin se permet même d'interdire des manifestations en soutien au peuple palestinien parce qu'il y voit « une manifestation de haine antisémite » qui trouble l'ordre public. Nous avons maintenant un ministre de l'Intérieur, qui prenant appui sur l'état d'urgence, décide d'autoriser ou d'interdire une manifestation en fonction de son contenu. Cela mes camarades, nous devons le condamner fermement. A ce sujet, je me félicite -et Yves tu l'as détaillé ce matin- de la décision du Conseil Constitutionnel de censurer plusieurs dispositions de la loi Sécurité Globale adoptée le 15 avril dernier. C'est une première victoire et cela démontre le caractère liberticide de ce texte que nous voulons voir abroger. Mais là encore le même

Darmanin – vous allez finir par penser que je lui en veux – a déjà indiqué qu'il souhaitait légiférer pour réintégrer les dispositions censurées. Sans commentaire mes camarades. Je rappelle également qu'il a nommé le commissaire responsable de la mort de Steve à Nantes, directeur adjoint de la police du Puy de Dôme. Nous avions à l'époque condamné, avec le SGP FO de la région, l'ordre d'intervention de ce commissaire connu à Nantes pour son côté « cow-boys ».

Camarades,

J'en viens maintenant à l'activité revendicative locale qui depuis le dernier CCN a été riche malgré le confinement. Je tiens à dire que jamais nous n'avons relâché nos efforts pour soutenir nos syndicats et organisé nos réunions d'instance. Le 1er mai, nous avons réuni 300 militants Force Ouvrière en meeting puis rejoint les autres organisations en manifestation.

Le 27 avril dernier, les unions départementales des cinq départements des Pays de Loire, avec nos camarades hospitaliers ont tenu une conférence de presse, afin d'alerter la population et les salariés sur les suppressions de lits et de postes à l'œuvre dans les hôpitaux de la région, y compris aujourd'hui dans la situation si particulière dans laquelle nous nous trouvons. Nous venons de sortir un « 4 pages », qui est à votre disposition si vous le souhaitez. L'hôpital de Saint Nazaire, qui comptait 12 lits de réanimation pour une population globale de 200 000 habitants sur son secteur géographique, s'est vu doter de 6 lits supplémentaires. Mais en réalité, ce sont 6 lits d'hospitalisation de chirurgie orthopédique qui ont été provisoirement transformés en lits de réanimation. Conséquence : 40% des interventions chirurgicales prévues ont été déprogrammées. C'est ça la situation actuelle à l'hôpital. Et c'est la conséquence de la politique de ce gouvernement et des gouvernements précédents.

A Nantes, l'ARS avait prévu de supprimer 231 lits et 400 postes dans le cadre de la construction du nouvel hôpital de Nantes. Depuis plusieurs mois nous menons campagne avec nos camarades FO du CHU de Nantes pour le maintien de ses lits. Fin avril, nous avons obtenu le gel de ces suppressions et l'ARS a annoncé également le maintien de toute les places d'hébergement pour le handicap à l'EPMS de Mindin -200 places sur 600 devaient être supprimées d'ici 4 ans. La mobilisation des hospitaliers depuis plusieurs mois ne sont pas étrangères à cette décision et il faut s'en féliciter.

De la même manière, la mobilisation du médico-social a permis des avancées concernant les 183 €. Je rappelle que nous avons réuni le 15 mars dernier 700 hospitaliers à Saint Brévin (Mindin) -en présence de Didier Birig, secrétaire général de la Fédération des services publics et de santé – et que cette mobilisation a permis d'obtenir des avancées. A titre d'exemple, 450 des 850 agents de l'EPMS Mindin ont obtenu satisfaction, mais les ouvriers, administratifs et éducateurs du médico-social public sont toujours privés de ce complément indiciaire, ce qui est scandaleux et il nous faut poursuivre la mobilisation.

Camarades,

Nous avons également grandement contribué à sauver 200 emplois de travailleurs handicapés polytraumatisés d'un établissement en grande difficulté. C'est la deuxième fois en 10 ans. Aujourd'hui c'est l'association des paralysés de France qui est venu à la rescousse de cette structure particulière qui permet par exemple à des personnes victimes d'accident de la route de poursuivre une activité salariale avec le soutien financier de l'Etat.

Concernant la situation dans le secteur privé, il y a en Loire-Atlantique 69000 chômeurs de catégorie A soit 7000 de plus qu'il y a un an. De nombreux patrons continuent à restructurer, licencier et bloquer les salaires. Pour eux c'est « open bar ». C'est ainsi que dans le cadre du plan de relance, les 16000 entreprises de Loire-Atlantique ont perçu 222 millions d'euros en termes de « baisses des impôts de production ». Cela s'ajoute à toutes les autres aides généreusement distribuées et qui pour l'essentiel et en tout cas pour les plus grandes entreprises tombent dans l'escarcelle des actionnaires. Heureusement l'action revendicative a permis dans certaines entreprises d'obtenir des augmentations générales de salaire supérieures à l'inflation notamment dans la métallurgie ou dans le transport. Enfin je tiens à remercier Yves et la confédération pour les interventions qui ont permis de maintenir les chantiers navals sous contrôle de la nation et c'est là clairement une victoire pour FO.

Camarades,

Pour conclure, le gouvernement et le patronat ont clairement mis à profit cette période si particulière pour s'attaquer aux libertés et aux conquêtes sociales parmi lesquelles les retraites et l'assurance chômage.

Il est très important dans ces conditions de ne pas rester l'arme au pied et de rester indépendant. Il nous faut changer de braquet, même si ce n'est pas si simple. Et pour cela nous pouvons compter sur la détermination des salariés qui déjà dans de nombreux secteurs se rassemblent pour faire valoir et entendre leur juste revendication. Il faut mobiliser les militants, donner confiance. A force de confinement, de visio-conférences, de report d'AG et de congrès, de nombreux militants ont perdu des repères. Pourquoi ne pas organiser assez rapidement des rassemblements et meetings FO pour préparer l'étape d'après : engager la bagarre pour les revendications, pour la levée de l'état d'urgence, l'augmentation des salaires etc.

En avant mes camarades.

Vive l'indépendance syndicale et vive la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière !